



OBSERVATOIRE
politique et
géostratégique
des États-Unis

ET SI DONALD TRUMP GAGNAIT LES PROCHAINES ÉLECTIONS AMÉRICAINES ?

ANATOMIE DES CONSÉQUENCES ÉNERGÉTIQUES ET CLIMATIQUES

Emmanuel Hache / Adjoint scientifique, Direction Économie et Veille,
IFP Énergies nouvelles ; Directeur de recherche, IRIS

Candice Roche / Ingénieure économiste, IFP Énergies nouvelles

Louis-Marie Malbec / Ingénieur économiste, IFP Énergies nouvelles

Vincent d'Herbemont / Ingénieur économiste, IFP Énergies nouvelles

Octobre 2024



PRÉSENTATION DES AUTEURS



Emmanuel Hache / Adjoint scientifique, Direction Économie et Veille, IFP Energies nouvelles ; Directeur de recherche, IRIS



Candice Roche / Ingénieure économiste, IFP Énergies nouvelles



Louis-Marie Malbec / Ingénieur économiste, IFP Énergies nouvelles



Vincent d'Herbemont / Ingénieur économiste, IFP Énergies nouvelles

PRÉSENTATION DE L'OBSERVATOIRE POLITIQUE ET GÉOSTRATÉGIQUE DES ÉTATS-UNIS

Sous la direction de **Romuald Sciora**, chercheur associé à l'IRIS, l'Observatoire politique et géostratégique des États-Unis de l'IRIS a pour ambition d'offrir un éclairage sur les élections présidentielles et législatives de 2024 et sur l'évolution des États-Unis contemporains, notamment l'impact de celle-ci sur la coopération franco-étatsunienne, l'Union européenne et le reste du monde.

Il s'articule autour de la publication d'analyses, la copublication d'ouvrages de référence, la production de vidéos et l'organisation d'évènements (conférences, tables rondes, colloques) en France, aux États-Unis et au Canada.

The Academy of Political Science fondée par l'Université Columbia de New-York, **the Columbia-SIPA Urban and Social Policy Program** et la **Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques de l'Université du Québec à Montréal**, sont les principaux partenaires académiques de l'Observatoire.

iris-france.org



@InstitutIRIS



@InstitutIRIS



institut_iris



IRIS



IRIS - Institut de relations internationales et stratégiques

À quelques jours des élections américaines, quelles sont les perspectives évoquées dans les programmes des candidats Kamala Harris et Donald Trump dans le champ de l'énergie et du climat ? Dans une note d'analyse axée sur les politiques des candidats, Carbon Brief¹ estimait en mars 2024 qu'un retour de l'ancien président Trump au pouvoir ajouterait 4 milliards de tonnes de gaz à effet de serre (GES) dans l'atmosphère à l'horizon 2030, soit l'équivalent des émissions cumulées de l'Union européenne et du Japon, et pourrait coûter près de 900 milliards de dollars de dommages climatiques mondiaux ! À l'inverse la poursuite de l'Inflation Reduction Act (IRA)², programme initié en novembre 2022 par l'administration Biden et favorisant entre autres le déploiement des énergies renouvelables, pourrait permettre une réduction par rapport à l'année 2005 des émissions de GES de l'économie américaine comprise entre 43 % et 49 % à l'horizon 2035³. Les États-Unis restent la première économie mondiale en matière de produit intérieur brut (PIB) – 26 % du PIB en dollars courants selon la Banque mondiale en 2023 – mais également le premier producteur mondial de pétrole et de gaz, le premier détenteur de réserves de charbon et le deuxième émetteur mondial de GES (Energy Institute Statistical Review of World Energy, 2024). Alors que les États-Unis ont marqué leur retour comme puissance pétrolière et gazière⁴ depuis plus de deux décennies, les questions énergétiques et climatiques sont relativement absentes de la campagne. D'après le Pew Research Center⁵, le changement climatique n'est un enjeu très important que pour 37 % des électeurs américains, loin derrière l'économie (81 %) et l'accès aux soins (65 %), ce qui explique le relatif silence des candidats sur le sujet. Un autre sondage datant de mars 2024 montrait que seuls 12 % des électeurs républicains voyaient la question climatique comme prioritaire dans les politiques à mener, contre 23 % dans une enquête réalisée en 2022 et contre 59 % des électeurs démocrates⁶. Malgré leur faible intérêt pour ces questions, les électeurs américains ont pourtant au bout de leur vote non seulement le nom du futur président mais aussi et surtout une partie de la trajectoire écologique globale pour près de 8 milliards d'habitants.

¹ « Analysis : Trump Election Win Could Add 4bn Tonnes To US Emissions By 2030 », *Carbon Brief* (26 septembre 2024). <https://www.carbonbrief.org/analysis-trump-election-win-could-add-4bn-tonnes-to-us-emissions-by-2030/>.

² The White House, « Inflation Reduction Act Guidebook | Clean Energy | The White House » (5 décembre 2023). <https://www.whitehouse.gov/cleanenergy/inflation-reduction-act-guidebook/>.

³ John Bistline, Geoffrey Blanford, Maxwell Brown, Dallas Burtraw, Maya Domeshek, Jamil Farbes, Allen Fawcett, « Emissions And Energy Impacts Of The Inflation Reduction Act », *Science* 380 (6652) : 1324-27 (2023). <https://doi.org/10.1126/science.adg3781>

⁴ Emmanuel Hache, *Géopolitique des Énergies. Tensions d'un monde en mutation*, Éditions Eyrolles (2022).

⁵ Reem Nadeem, « 2. Issues And The 2024 Election », *Pew Research Center* (9 septembre 2024). <https://www.pewresearch.org/politics/2024/09/09/issues-and-the-2024-election/>

⁶ Brian Kennedy, Alec Tyson, « How Republicans View Climate Change And Energy Issues », *Pew Research Center* (14 avril 2024). <https://www.pewresearch.org/short-reads/2024/03/01/how-republicans-view-climate-change-and-energy-issues/>.

Historiquement, l'énergie n'a pas toujours été un sujet clivant outre-Atlantique : lors des élections présidentielles de 2008, Barack Obama^{7, 8} et John McCain soutenaient tous les deux la nécessité de réduire la dépendance aux importations de pétrole. Toutefois les solutions envisagées différaient puisque le candidat démocrate souhaitait taxer les profits des compagnies pétrolières pour développer les énergies renouvelables alors que le candidat républicain désirait inciter à l'intensification des forages sur le sol américain, excepté en Arctique⁹. Sur le sujet spécifique des énergies renouvelables, le candidat républicain avait également pour ambition de développer ces dernières mais il s'opposait à l'utilisation de subventions de l'État fédéral pour les développer. La divergence sur les outils de politiques énergétiques (taxes, subventions, etc.) était compensée par une forme de consensus sur le déploiement des énergies renouvelables, car cela participerait à la sécurité énergétique du pays. Cette stratégie appelée « all of the above¹⁰ » – en référence à toutes les cases cochées pour décrire un mix énergétique – était revendiquée par les deux partis qui souhaitaient un rééquilibrage du mix énergétique entre renouvelables et fossiles. De même, les républicains ont été pendant longtemps le parti de la défense de l'environnement¹¹, avant de basculer vers des positions climatosceptiques. C'est donc le changement climatique et la nécessaire adaptation du système énergétique mondial qui a accru la fracture partisane sur les questions climatiques et énergétiques.

LE CONTEXTE ÉLECTORAL

En apparence, la campagne de 2024 oppose nettement les deux candidats. D'un côté, le républicain Trump profossile et climatosceptique, qui était sorti de l'Accord de Paris lors de son premier mandat ; de l'autre, la Vice-présidente actuelle et démocrate Harris favorable aux énergies renouvelables, qui revendique son bilan en tant que procureure générale de Californie, où elle avait poursuivi des entreprises responsables de catastrophes environnementales. Toutefois, chaque candidat fait face à des réalités électorales qui devraient les obliger à nuancer leur position. Trump doit tenir compte des États républicains qui sont en bonne position pour déployer des énergies renouvelables et qui bénéficient des investissements de l'IRA, tandis que Harris veut sécuriser les votes dans des États clés qui sont

⁷ Emmanuel Hache, « Obama: Vers un Green New Deal Énergétique ? », *Cahier de l'économie* n° 74 (2009), IFPEN.

⁸ Emmanuel Hache, « Obama : En route vers un Green New Deal Énergétique ? », *Revue ACCOMEX* n° 85 (2009), pp.19-23.

⁹ John M. Broder, Shan Carter, Jonathan Ellis, Farhana Hossain, Alan McLean, « On the Issues: Energy », *Archives du New York Times* (2008). <https://archive.nytimes.com/www.nytimes.com/elections/2008/president/issues/energy.html>

¹⁰ The White House, « New Report: The All-of-the-Above Energy Strategy as a Path to Sustainable Economic Growth » (29 mai 2014). <https://obamawhitehouse.archives.gov/blog/2014/05/29/new-Report-all-above-energy-strategy-path-sustainable-economic-growth>

¹¹ Jonhathan H. Adler, « The Republican Reversal », *Cato Institute* (été 2020). <https://www.cato.org/regulation/summer-2020/republican-reversal>

des gros producteurs d'énergies fossiles. Parmi ces *Swing States* capables de faire basculer l'élection, la Pennsylvanie attire toutes les convoitises. Deuxième producteur de gaz, troisième producteur de charbon selon le département américain à l'énergie¹² (DOE) et dix-septième producteur de pétrole du pays¹³, l'État berceau de l'industrie pétrolière américaine espère capitaliser sur la demande gazière européenne pour ses exportations. Au niveau national, le secteur pétrolier et gazier représente environ 12 millions d'emplois¹⁴ et 8 % du PIB¹⁵ : un enjeu important pour l'économie américaine, mais aussi pour les stratégies de sécurisation des approvisionnements. Ainsi, entre doctrines programmatiques et contraintes électorales, à quoi ressemblerait la politique climatique et énergétique des candidats ?

Le financement des campagnes présidentielles de 2024

Il existe principalement deux voies de financement des campagnes électorales aux États-Unis : le comité de campagne des candidats, et les groupes de soutien extérieurs (*outside groups*). Les comités de campagne sont financés soit directement par des contributions individuelles, soit par des Comités d'action politique (PAC). Dans les deux cas, les contributions sont plafonnées. Les entreprises ou organisations ne peuvent contribuer directement aux comités de campagne, elles doivent passer par les PAC. Les *outside groups* désignent généralement des organisations qui opèrent indépendamment du comité de campagne, et n'ont pas le droit de se coordonner avec lui ni d'y contribuer financièrement. Les plus connus de ces *outside groups* sont les Super PAC. Ces derniers ne sont pas plafonnés et peuvent recueillir des fonds auprès d'individus, d'entreprises et organisations, et ne contribuent pas directement à la campagne des candidats. Les Super PACS comme la *soft money*¹⁶ financent des publicités indépendantes sans coordination avec les candidats. Dans le seul cadre des élections présidentielles de 2024, le comité de campagne officiel de Kamala Harris a collecté 685 millions de dollars, tandis que celui de Donald Trump a levé 306 millions de dollars ; en parallèle, leurs groupes de soutien extérieurs ont rassemblé respectivement 337 et 335 millions de dollars¹⁷.

¹² EIA, « Frequently Asked Questions (FAQs) », *eia.gov* (n.d.) <https://www.eia.gov/tools/faqs/faq.php?id=46&t=8>

¹³ EIA, « Petroleum & Other Liquids », *eia.gov* (n.d.) https://www.eia.gov/dnav/pet/pet_crd_crpdn_adc_mbbldpd_a.htm

¹⁴ United States of America's Department of Energy, « THE ECONOMIC BENEFITS OF OIL & GAS » (2020) <https://www.energy.gov/articles/economic-impact-oil-and-gas>

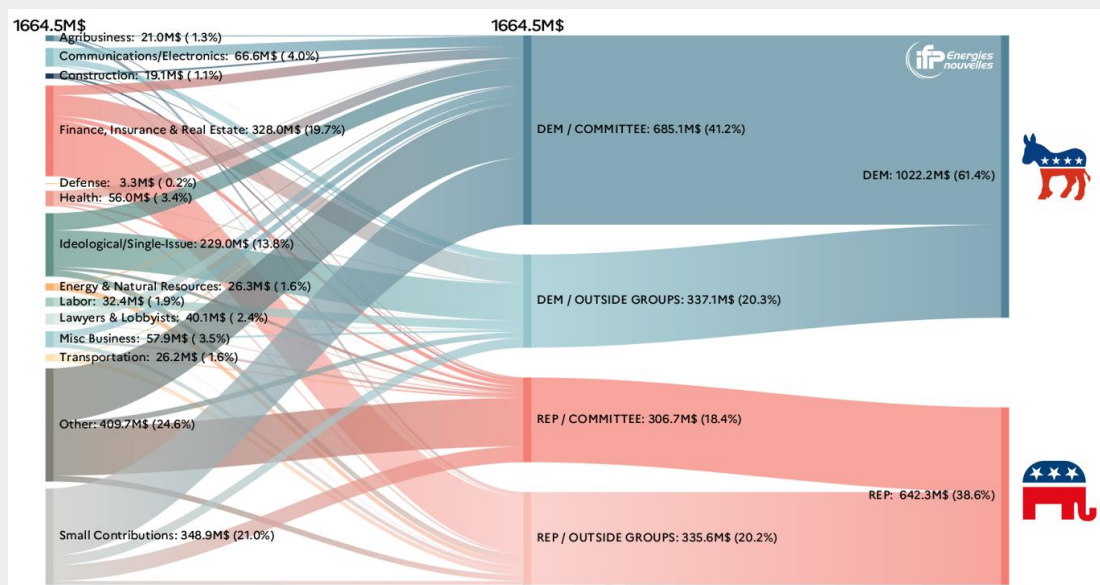
¹⁵ Bob Lacino, « How Much Does Oil and Gas Drive U.S. GDP? », *The Street* (5 juin 2019) <https://www.thestreet.com/markets/how-much-does-oil-and-gas-drive-u-s-gdp-14981567>

¹⁶ « Soft Money Backgrounder », *Open secrets* (n.d.) <https://www.opensecrets.org/political-parties/soft-money-backgrounder>

¹⁷ « Behind the Candidates: Campaign Committees and Outside Groups », *Open secrets* (2024) https://www.opensecrets.org/2024-presidential-race/candidate-and-outside-committees-totals?curr_cands=Y

Grâce aux analyses d’Open Secrets¹⁸, une grande partie des contributions financières observées peuvent être attribuées à des industries spécifiques – les dons de moins de 200 dollars n’étant pas rattachés à une industrie. Le diagramme présenté ici (Figure 1) illustre l’origine de ces fonds versés aux comités de campagne et aux groupes de soutien extérieurs, par secteur industriel, pour les élections présidentielles. Il faut noter que les contributions destinées aux élections pour le Congrès ne sont pas incluses dans cette visualisation. Une prise en compte de ces derniers mettrait en évidence des volumes d’argent beaucoup plus élevés. Par exemple, les contributions du secteur de l’énergie et des ressources aux deux partis pour les différentes des élections de 2024 (présidentielles, sénatoriales, législatives, et locales) s’élèvent à plus de 100 millions de dollars, dont seulement 26 millions vont aux présidentielles¹⁹.

Figure 1 : origine des financements des comités de campagnes et des comités de soutien pour l’élection présidentielle de 2024



Source : Open Secrets

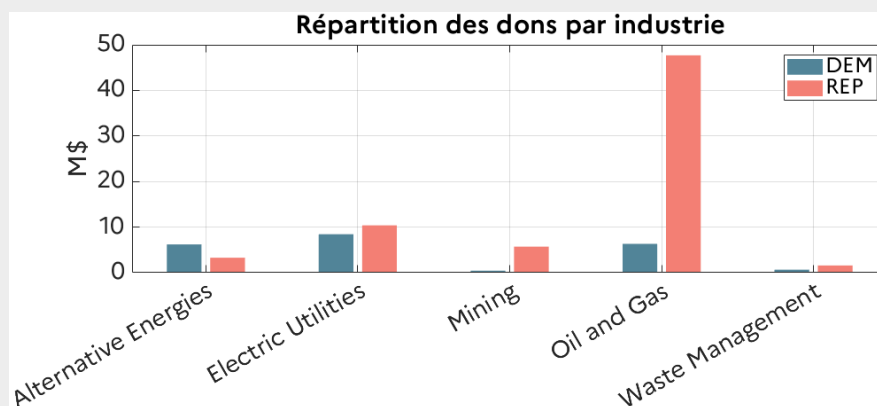
À l’intérieur d’un même secteur, les industries peuvent avoir une répartition inégale de leurs fonds entre les deux partis. Ce diagramme (Figure 2) met en lumière les contributions du secteur de l’énergie et des ressources directement aux comités de campagne de Donald Trump et Kamala Harris. La différence partisane est très nette pour certaines industries. Celles du pétrole et du gaz naturel, ainsi que celles des mines montrent un soutien massif à Donald Trump et aux républicains, reflétant des

¹⁸ Open secrets <https://www.opensecrets.org/>

¹⁹ « Energy/Natural Resources Sector Total », Open secrets (2024) <https://www.opensecrets.org/industries/totals?cycle=2024&ind=E>

intérêts industriels bien ancrés du côté conservateur. En effet, le candidat républicain a promis une suppression des barrières réglementaires et environnementales qui pèsent sur ces industries et l'ouverture de nouvelles terres fédérales pour leurs activités. En revanche, les contributions en provenance des énergies renouvelables se révèlent plus équilibrées, avec un avantage côté Kamala Harris. Toutefois, il est important de noter que la majorité des contributions financières du secteur de l'énergie s'est concentrée sur les élections au Congrès plutôt que sur les présidentielles : l'échelon étatique reste plus important pour ces industries que l'échelon fédéral.

Figure 2 : Répartition des financements provenant du secteur de l'énergie



Source : Open Secrets

DONALD TRUMP : DES ÉNERGIES FOSSILES POUR L'AMÉRIQUE

En cas d'élection le 5 novembre prochain, Trump sortirait probablement à nouveau de l'Accord de Paris²⁰, qu'il juge trop coûteux et handicapant pour l'économie américaine, et il soutiendrait sans limites les énergies fossiles. Il appliquera la même politique que lors de son premier mandat, fondée sur un seul principe : *America First*, intégré à la doctrine *Maga (Make American Great Again)*. Sur le plan intérieur, ses objectifs sont de garantir une énergie peu chère aux Américains, de créer des emplois pour la classe moyenne particulièrement touchée par la désindustrialisation et de favoriser l'autonomie énergétique. Durant le mandat de Joe Biden, les objectifs d'indépendance énergétique, notamment pétrolière, ont été plutôt remplis. D'après le DOE, en 2023 les États-Unis ont produit près de 20 millions de barils de pétrole par jour (mb/j), presque assez pour couvrir la demande domestique de 21,9 mb/j

²⁰ Emmanuel Hache, Angélique Palle, Clémence Bourcet, « Quelles conséquences de la sortie de l'Accord de Paris pour les États-Unis ? Une lecture économique, commerciale et géopolitique », *Programme Climat, Énergie, Sécurité de IRIS* (juin 2017).

(Figure 1). Entre 2020 et 2023, la production américaine de pétrole a ainsi progressé de 17 % quand celle de gaz n'augmentait que de 11 % selon l'Energy Institute Statistical Review of World Energy publié en 2024. Pour se démarquer, Trump revendique désormais un nouvel objectif baptisé « domination énergétique » (*energy dominance*) qui consisterait à établir plus fortement la supériorité technologique américaine et une position dominante sur les marchés mondiaux de l'énergie²¹.

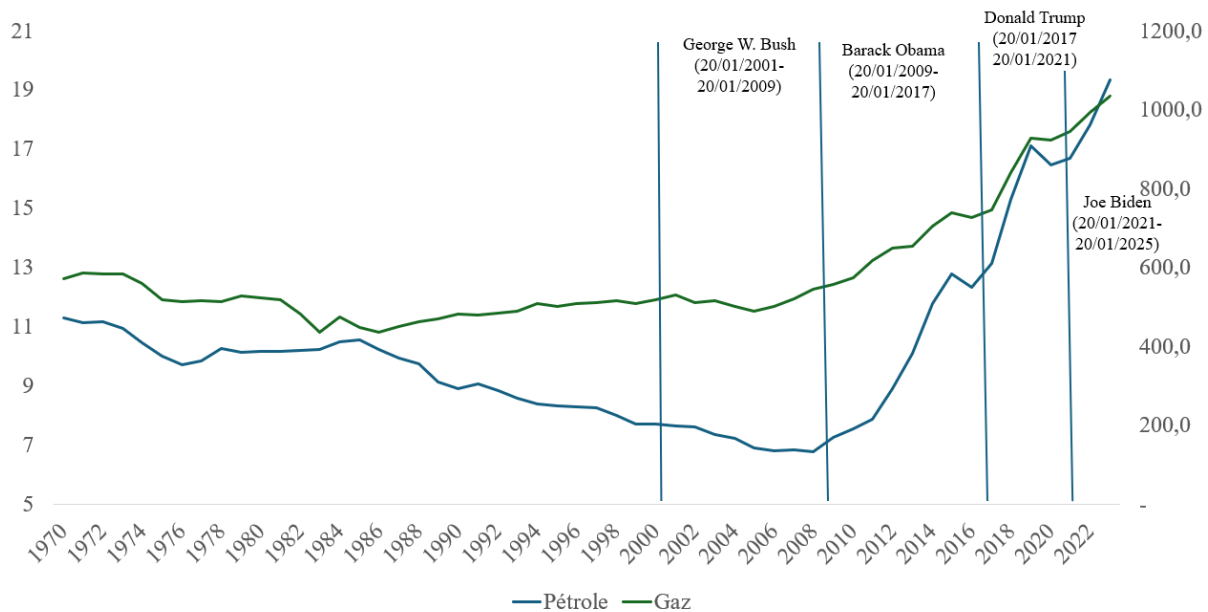
Pour atteindre cet objectif, il veut s'appuyer massivement sur les énergies fossiles américaines sur lesquelles il souhaite lever toutes les barrières – « unleashing American energy » – et notamment les barrières réglementaires et environnementales. Sur le sol américain, il continuera à octroyer de nouveaux droits de forage et supprimera les obstacles réglementaires dans l'optique d'augmenter la production domestique. En 2017, il souhaitait favoriser la réouverture des mines de charbon, et accélérer les activités de forage de pétrole et de gaz²². Lors de la Convention républicaine, le Trump a repris le slogan profossiles « drill, baby, drill », initié par John McCain en 2008, promettant une intensification record des forages en cas d'élection. Il annulera certainement la règle de l'Environmental Protection Agency (EPA) adoptée sous Biden qui prévoit de taxer l'industrie pétrolière et gazière sur ses émissions de méthane à hauteur de 900-1500\$ par tonne. Une décision qui fera certainement plaisir au secteur pétrolier et gazier, qui a donné plus de 47 millions de dollars aux républicains entre 2023 et 2024, contre seulement 6 millions aux démocrates²³.

²¹ Farid Guliyev, « Trump's 'America first' energy policy, contingency and the reconfiguration of the global energy order », *Energy Policy*, Vol. 140 (Mai 2020).

²² Lire notamment : Emmanuel Hache, Marine Simoën, « Trump, le nouveau roi du pétrole », *The Conversation* (20 février 2017) <https://theconversation.com/trump-le-nouveau-roi-du-petrole-72151> ; Emmanuel Hache, Marine Simoën, « Le coup de grisou de l'administration Trump », *The Conversation* (21 février 2017). <https://theconversation.com/le-coup-de-grisou-de-ladministration-trump-72397> ; Emmanuel Hache, Marine Simoën, « Stratégie énergétique de Trump, Pékin pourra lui dire merci », *The Conversation* (22 février 2017). <https://theconversation.com/strategie-energetique-de-trump-pek-in-pourra-lui-dire-merci-72398>

²³ « Oil & Gas Summary », *Open secrets* (2024) <https://www.opensecrets.org/industries/totals?cycle=2024&ind=E01>

Figure 1 : Production de pétrole et de gaz aux États-Unis entre 1970 et 2023 (pétrole en millions de barils par jour (échelle de gauche, gaz en milliards de mètres cubes (échelle de droite))



Source : Energy Institute Statistical Review of World Energy, 2024

Le retour de Trump à la Maison-Blanche se traduirait également par un démantèlement de l'État administratif, en particulier une mise sous tutelle du DOE et par une suppression de l'EPA. C'est en tous cas ce que propose le « Projet 2025 » de la Heritage Foundation, un regroupement d'organisations conservatrices, qui a rédigé un programme pour les républicains et qui considère que le DOE subventionne trop les énergies renouvelables²⁴. Ce département chargé des sujets énergétiques pourrait fortement modifier son action en cas de retour au pouvoir des républicains. Lors de son premier mandat, Trump avait par exemple tout fait pour retarder la mise en place de standards concernant l'efficacité énergétique²⁵ et avait réduit le budget recherche du DOE²⁶. Ainsi, le Bureau de l'Efficacité énergétique et de l'Énergie renouvelable pourrait à nouveau voir ses capacités d'action restreintes. C'est d'autant plus plausible que Trump et le Parti républicain sont soutenus financièrement par les

²⁴ Brian Dabbs, « How Trump 2.0 could transform DOE », *E&E News by Politico* (29 avril 2024) <https://www.eenews.net/articles/how-trump-2-0-could-transform-doe/>

²⁵ Robert Walton, « DOE begins 'Repairing Damage' done by Trump to energy efficiency program, say advocates », *Utility Dive* (5 avril 2021). <https://www.utilitydive.com/news/doe-begins-repairing-damage-done-by-trump-to-energy-efficiency-program/597776/>.

²⁶ Mike Henry, « Trump Budget Cuts DOE Office Of Science By 17 % , Prioritizes Advanced Computing », *AIP* (1 juin 2023). <https://ww2.aip.org/fyi/2017/trump-budget-cuts-doe-office-science-17-prioritizes-advanced-computing>.

producteurs d'électricité²⁷ qui s'opposent aux mesures d'efficacité énergétique²⁸. Sur le plan extérieur, Trump soutiendra les exportations d'énergies américaines, notamment les exportations de gaz naturel liquéfié (GNL) vers l'Europe et l'Asie et il maintiendra des sanctions sur des régimes pétroliers rivaux (Iran, Venezuela).

Cette politique pourrait s'avérer payante dans certains États pivots de l'élection comme la Pennsylvanie et le Michigan disposant de larges bassins de gaz de schistes, alors qu'on observe une corrélation entre les cartes des bassins d'énergies fossiles et le vote républicain (Figure 2 et Figure 3²⁹). Bien qu'une écrasante majorité d'électeurs républicains (87 % en 2023) affirme que les combustibles fossiles doivent continuer à faire partie du paysage énergétique américain³⁰, le camp républicain ne rejette pas pour autant les énergies renouvelables avec lesquelles il entretient une relation complexe. Environ la moitié des électeurs déclarent que le développement des énergies fossiles est une plus grande priorité pour le pays que celle des sources renouvelables. Le soutien politique du parti aux énergies renouvelables reste lui aussi mitigé. Toutefois, dans les faits, les États républicains adoptent massivement les énergies renouvelables, davantage pour des raisons économiques qu'environnementales. Les États républicains de la Wind Belt, par exemple, sont les plus gros producteurs d'énergie éolienne du pays, et ont accès à une électricité moins chère que les autres États, même s'ils ne sont pas des soutiens politiques des énergies renouvelables. Lors du débat de septembre 2024, Trump s'est lui-même présenté comme un « big fan » de l'énergie solaire, probablement pour sécuriser des voix dans les États républicains du Sud qui ont un gros potentiel de déploiement de panneaux solaires, à l'image du Texas qui a la deuxième plus grande capacité installée du pays, derrière la Californie³¹.

²⁷ « Electric Utilities Summary », *Open secrets* (2024) <https://www.opensecrets.org/industries/totals?cycle=2024&ind=E08>

²⁸ « Utilities Lobbying To Slow Energy Transition In United States », *InfluenceMap* (14 avril 2024). <https://influencemap.org/pressrelease/Utilities-Lobbying-to-Slow-Energy-Transition-in-United-States-18153>.

²⁹ Sarah Vakhshouri, « The America first energy plan: Renewing the confidence of American energy producers », Atlantic Council (17 août 2017). <https://www.atlanticcouncil.org/in-depth-research-reports/issue-brief/america-first-energy-plan/>

³⁰ Brian Kennedy, Alec Tyson, « How Republicans view climate change and energy issues », Pew Research Center (1^{er} mars 2024) <https://www.pewresearch.org/short-reads/2024/03/01/how-republicans-view-climate-change-and-energy-issues/>

³¹ Hannah Ritchie, « Republican states are going strong on solar and wind, but not for the climate », Sustainability by numbers (1^{er} janvier 2024) <https://www.sustainabilitybynumbers.com/p/red-states-renewables>

Figure 2 : Bassins de gaz et pétrole de schiste et carte électorale de 2016

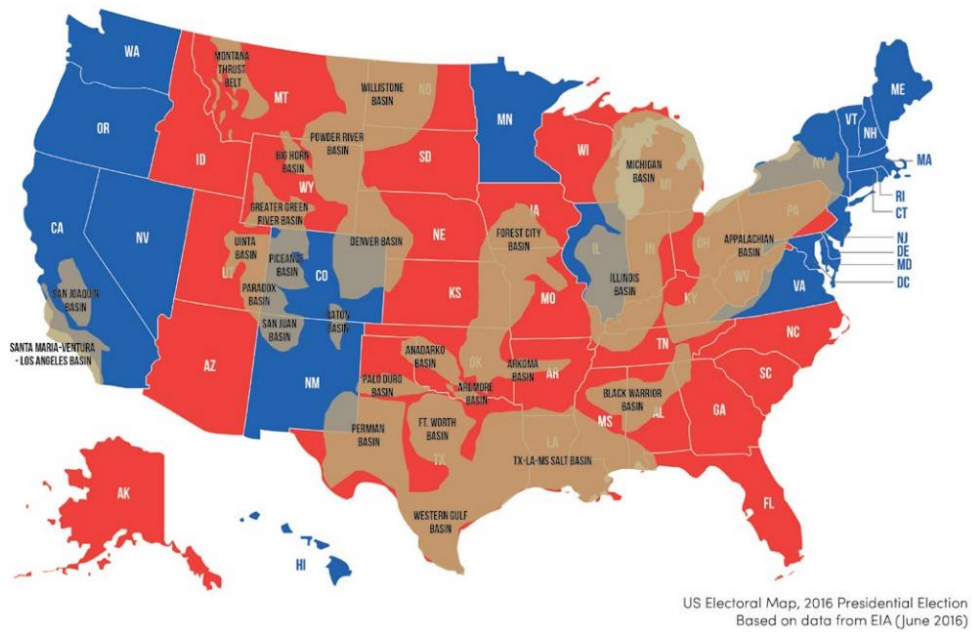
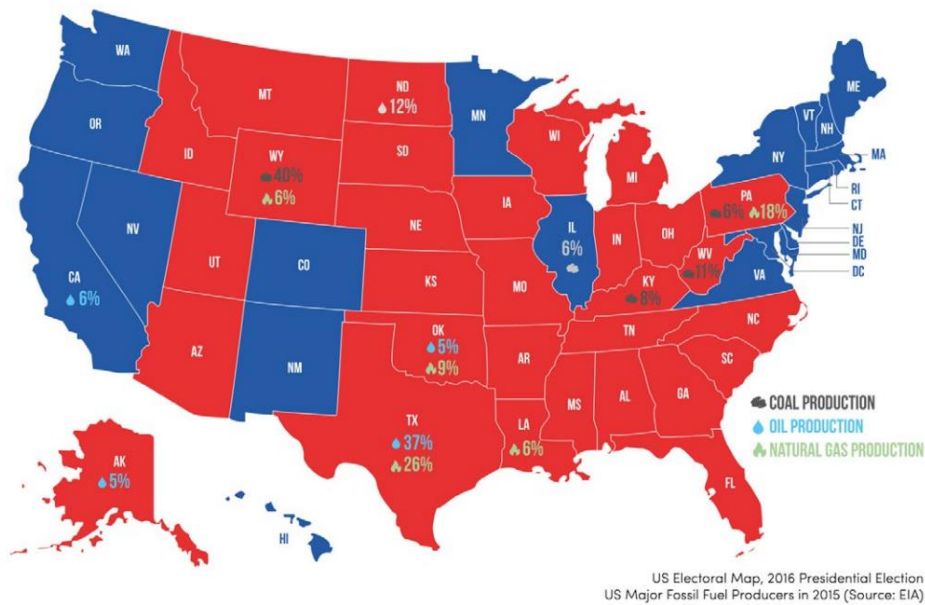


Figure 3 : Producteurs principaux de combustibles fossiles et carte électorale de 2016



Source : Atlantic Council

Finalement, le sujet pour lequel Trump se distinguera le plus de Harris sera sur les véhicules électriques (VE), même si les positions du républicain sont très insaisissables. À Bloomberg il déclare : « I have no objection to the Electric Vehicle ... I think it's great. Elon [Musk] is

fantastic³²³³ » après avoir promis lors de la Convention républicaine de mettre fin à ce qu'il appelle « l'obligation d'achat de véhicules électriques³⁴ ». Du côté électoral, Trump cherche à attirer les voix de l'automobile traditionnelle, mais aussi de tous les électeurs qui associent la voiture thermique au mode de vie américain. Face à des travailleurs de l'automobile dans le Michigan, il déclarait à propos de la transition vers les VE : « We're going to lose your beautiful way of life³⁵ », faisant du pick-up un élément identitaire. Du côté d'Elon Musk, le PDG de Tesla, premier producteur mondial de VE, le soutien à un candidat qui a promis de couper les subventions à l'achat de ses modèles peut surprendre. En réalité, Trump pourrait s'avérer son meilleur allié économique³⁶. D'abord, Elon Musk soutient que ces aides gouvernementales mises en place sous Biden soutiennent surtout ses compétiteurs comme Ford et GM, bien que cela ne soit pas aussi évident dans les faits³⁷. Ensuite, Trump augmentera certainement les barrières douanières sur les producteurs automobiles chinois, qui représentent les véritables compétiteurs de Tesla. Finalement, Musk pourrait bénéficier d'un environnement réglementaire plus favorable à ses diverses activités commerciales au-delà de Tesla^{38,39}. La politique de Trump sur les VE se traduira donc par la suppression des aides à l'achat, la fermeture partielle aux voitures chinoises⁴⁰ et le libre-échange pour le marché domestique. Si l'on se réfère aux données historiques, ces mesures auront potentiellement un fort impact sur les ventes de VE, comme cela a pu être observé aux États-Unis et en Chine entre 2018 et 2020 lors de précédentes diminutions des subventions (Figure 4).

³² « Je n'ai aucune objection à l'égard du véhicule électrique... Je pense que c'est génial. Elon [Musk] est fantastique »

³³ Jeva Lange, « Trump's Suspicious Pivot on EVs », *Heatmap* (22 juillet 2024) <https://heatmap.news/sparks/trump-ev-pivot-elon-musk>

³⁴ « Trump vows to target 'green' spending, EV rules », *Argus* (19 juillet 2024) <https://www.argusmedia.com/en/news-and-insights/latest-market-news/2589535-trump-vows-to-target-green-spending-ev-rules>

³⁵ Jeva Lange, « Trump's Suspicious Pivot on EVs », *Heatmap* (22 juillet 2024) <https://heatmap.news/sparks/trump-ev-pivot-elon-musk>

³⁶ Tom McDonnell, « This US election is an EV referendum », *Semafor* (19 juillet 2024) <https://www.semafor.com/article/07/19/2024/why-ev-billionaire-elon-musk-is-supporting-ev-hater-donald-trump-for-president>

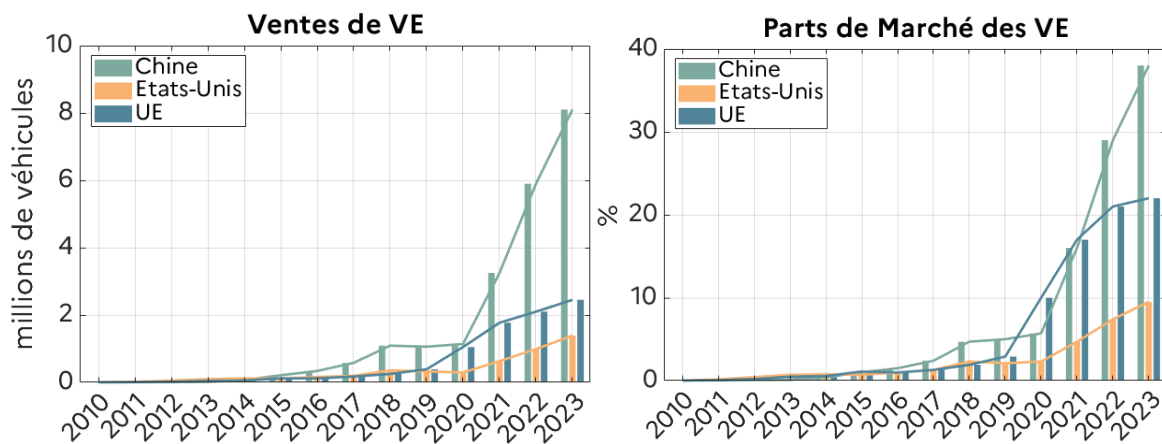
³⁷ « Tesla Rakes In Billions From Selling Regulatory Credits », *Transport Topics* (9 février 2024) <https://www.ttnews.com/articles/tesla-selling-regulatory-credits>

³⁸ « Unless Trump wins [...] humanity will never reach Mars » (poste de Elon Musk sur X, 4 octobre 2024) <https://x.com/elonmusk/status/1842250303762051263>

³⁹ François Saltiel, « Elon Musk et Donald Trump, les Conditions D'une Union Sacrée ! », *France Culture* (9 octobre 2024). <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/un-monde-connecte/elon-musk-et-donald-trump-les-conditions-d-une-union-sacree-1274796>.

⁴⁰ La position de Trump sur les VE chinois semble avoir légèrement évolué puisqu'il aurait suggéré d'inviter les fabricants chinois de VE à construire des usines aux États-Unis, bien qu'il soutienne toujours de limiter les importations en provenance de l'étranger. Son objectif est de protéger les emplois américains voire d'en créer d'avantage, comme en témoigne sa récente déclaration : « Those plants will be built in the United States and our people are going to man those plants. » ; Han, Bochen, « Donald Trump's Invitation To Chinese Carmakers Might Boost US Transition To EVs », *South China Morning Post* (8 août 2024). <https://www.scmp.com/news/world/united-states-canada/article/3272854/donald-trumps-invitation-chinese-carmakers-might-boost-us-transition-evs>.

Figure 4 : États-Unis des ventes (gauche) et des parts de marché (droite) de Véhicules électriques (BEV+PHEV) en Chine, aux États-Unis et dans l'Union européenne



Source : IEA.

KAMALA HARRIS : UNE APPROCHE HYBRIDE

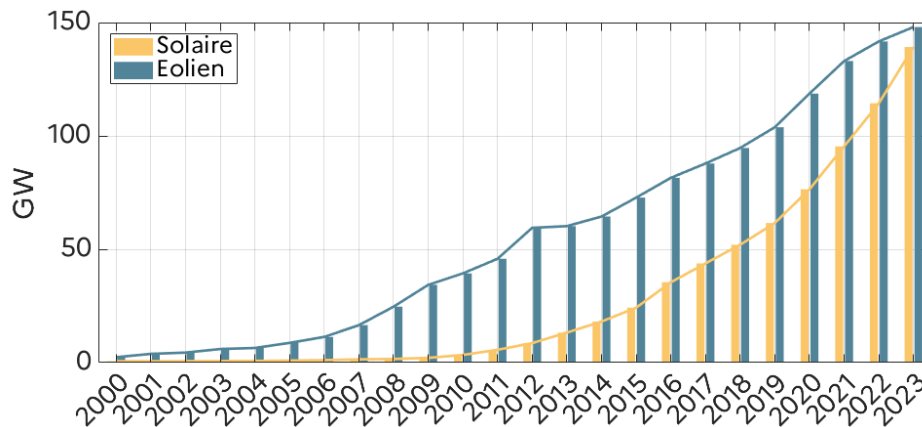
En cas de victoire, Kamala Harris s'inscrira dans la continuité de la politique climatique et énergétique menée par Biden qui visait à développer l'industrie des technologies bas-carbone pour décarboner le mix énergétique américain, tout en maintenant un attachement à la production d'hydrocarbures sur le territoire national. Contrairement à Trump qui souhaite éliminer ce qu'il appelle le New Deal socialiste de Joe Biden⁴¹ – à savoir l'Infrastructure Investment and Jobs Act⁴² et l'IRA – son programme porte des objectifs climatiques ambitieux, avec notamment le développement d'infrastructures de transports décarbonées, l'amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments publics et le déploiement massif d'énergies renouvelables. En matière agricole, elle propose de soutenir les agriculteurs dans la diversification de leurs activités et l'émergence de fermes « net-zéro ». Sa politique sera donc d'abord marquée par une continuité des engagements pris par Biden. Ce dernier avait en effet lancé un plan d'investissements sur 4 ans de plus de 2 000 milliards de dollars destinés à soutenir le déploiement des énergies bas-carbone comme les panneaux solaires, l'hydrogène vert, les technologies de capture et de stockage du carbone (CCS) et les petits réacteurs nucléaires. L'objectif des démocrates est de réduire le coût des énergies

⁴¹ Daniel Weeks, Garrett Hering Allison Good, Siri Hedreen, « S&P Global Commodity Insights », *S&P Global* (25 juin 2024). <https://www.spglobal.com/commodityinsights/en/market-insights/latest-news/electric-power/062524-us-energy-transition-faces-pivotal-moment-in-2024-election>.

⁴² The White House, « Fact Sheet : The Bipartisan Infrastructure Deal » (29 mars 2023). <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/statements-releases/2021/11/06/fact-sheet-the-bipartisan-infrastructure-deal/>.

renouvelables par rapport aux énergies fossiles et de développer des filières de production sur le sol américain⁴³.

Figure 5 : Capacités solaires et éoliennes installées aux États-Unis depuis les années 2000 (en GW)



Source : Energy Institute Statistical Review of World Energy, 2024.

Néanmoins, sur le plan strictement énergétique, Harris propose de miser sur l'ensemble des options disponibles pour le mix américain, renouvelable et fossile, en équilibre entre les militants environnementaux et les électeurs clés des États pétroliers. Encadrer mais ne pas interdire, obliger à assainir, mais continuer à octroyer des permis : c'est la politique énergétique d'équilibriste que mènera Harris avec le secteur des hydrocarbures. Si elle affiche sa volonté d'encadrer l'industrie pétrolière et gazière, elle ne souhaite pas s'en détacher : une position nouvelle et beaucoup plus nuancée de sa part que par le passé. En 2019, lors des primaires démocrates, elle avait déclaré vouloir bannir la fracturation hydraulique, cette technologie qui avait permis d'accélérer la production de pétrole et gaz de schistes et qui avait soutenu le boom pétrolier américain des 15 dernières années. En 2024, elle revendique fièrement que c'est son vote qui a été décisif pour augmenter les concessions pratiquant la fracturation hydraulique, élément clé dans l'amélioration de l'indépendance énergétique américaine. En 2020, la campagne démocrate avait comme objectif de mettre fin à toute nouvelle autorisation de forage sur les terres fédérales. Cet objectif est complètement absent du programme de 2024, qui souhaite plutôt augmenter les royalties que paient les entreprises lorsqu'elles commencent une exploitation sur des terres fédérales, et obliger l'industrie à développer des pratiques de forage durables. Un autre sujet important est celui des émissions de méthane liées à l'industrie pétrolière et gazière, qui représentent environ 3 % des

⁴³ « Biden-Harris Administration Announces \$82 Million Investment to Increase Domestic Solar Manufacturing and Recycling, Strengthen the American Clean Energy Grid », *Energy.gov* (20 avril 2023) <https://www.energy.gov/articles/biden-harris-administration-announces-82-million-investment-increase-domestic-solar>

émissions de GES des États-Unis⁴⁴ : en janvier 2024, l'administration Biden a suspendu les exportations de GNL au nom d'une incertitude sur les émissions associées au gaz naturel. Fortement critiquée par les républicains, Harris n'a pour l'instant pas précisé si elle lèverait ou non cette interdiction.

La politique énergétique des démocrates est donc moins verte qu'elle ne le laisse croire. En effet, le bilan de l'administration Biden inclut l'approbation de nouveaux pipelines, comme le Mountain Valley en Virginie, ainsi qu'une production record de pétrole en 2023⁴⁵ qui se poursuivra certainement si Harris est élue. Le soutien bipartisan à l'industrie fossile est, certes, un choix pragmatique pour s'adapter à l'électorat. Le secteur bénéficie en effet d'un vaste soutien populaire, comme en témoignent les 42 millions de dollars de contributions individuelles en 2024⁴⁶. Toutefois, c'est d'abord et avant tout un choix stratégique qui fait consensus, dans lequel les énergies fossiles sécurisent la puissance américaine. Malgré l'accent mis sur la transition écologique, la politique énergétique de Kamala Harris, comme celle de Trump, fera des hydrocarbures la clé de voute de la sécurité énergétique américaine⁴⁷. Depuis le milieu des années 1940 et le passage d'un pays structurellement exportateur à un pays structurellement importateur de pétrole, les politiques américaines successives ont en effet toujours favorisé l'acquisition à l'extérieur de pétrole bon marché en négociant, notamment avec des pays du Moyen-Orient des accords bien plus larges que les seuls intérêts économiques (Accords du Quincy avec l'Arabie saoudite)⁴⁸. En parallèle, démocrates comme républicains ont toujours favorisé la production sur le sol national, et notamment la fracturation hydraulique, pour renforcer l'indépendance énergétique du pays. De même, les deux partis s'alignent dans leur volonté de réduire la dépendance envers la Chine pour les technologies et matériaux stratégiques⁴⁹ ainsi que dans leur soutien au développement de chaînes d'approvisionnement nationales pour ces ressources-clés⁵⁰, à l'image de la Bipartisan Infrastructure Law⁵¹.

⁴⁴ « U.S. Environmental Protection Agency | US EPA » (9 octobre 2024). <https://www.epa.gov/>.

⁴⁵ « A new dawn for US energy policy », Enerdata (janvier 2021)

⁴⁶ « Oil & Gas Summary », *Open secrets* (2024) <https://www.opensecrets.org/industries/totals?cycle=2024&ind=E01>

⁴⁷ Patrick Criqui, Emmanuel Hache, « Garder le cap de la transition énergie-climat. Prospective dans l'incertitude », *Revue Futuribles* (Juillet-août 2023) pp.5-26

⁴⁸ Emmanuel Hache, Sandrine Rol, « Géopolitiques chinoises internationales. Nouvel accord du Quincy ou consensus de Pékin ? », *Revue Internationale et Stratégique* n°105 (2017).

⁴⁹ Bonnet, T., Grekou, C., Hache, E., Mignon, V. (2022), "Métaux stratégiques : la clairvoyance chinoise", La lettre du CEPIL.

⁵⁰ Emmanuel Hache, « La diplomatie des ressources au cœur de la relation Chine-Etats-Unis ? », *Revue Internationale et Stratégique* n°120 (Hiver 2020), pp.49-58.

⁵¹ The White House, « Fact Sheet : The Bipartisan Infrastructure Deal » (29 mars 2023). <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/statements-releases/2021/11/06/fact-sheet-the-bipartisan-infrastructure-deal/>.

Ainsi, si la victoire d'Harris offre plus de perspectives de coopération, ces élections américaines soulignent les menaces qui pèsent sur le dérèglement climatique mondial, potentiellement sur la sécurité énergétique européenne⁵², et le besoin de développer un nouveau système plus résilient.

Tableau 1 : Scénarios électoraux aux États-Unis et impact sur la politique énergétique et climatique

	Trump contrarié Trump Président Majorité républicaine à la Chambre des représentants Majorité démocrate au Sénat	Trump fait table rase Trump Président Majorité républicaine à la Chambre des représentants et au Sénat	Harris Présidente Harris Présidente Majorité républicaine à la Chambre des représentants Majorité démocrate au Sénat
Production pétrolière et gazière	++	++	o
IRA	o	-	+
Énergies renouvelables	+	+	++
Hydrogène	+	+	+
CCS	+	+	+
Véhicules électriques	o	--	o
Matériaux critiques	++	++	++
Régulations environnementales	--	--	o
Autorisation de projets énergétiques	++	++	++
Leadership climatique	--	--	+

++ : soutien total ; + : soutien modéré ; o : statut quo ou neutre ; - : rejet modéré ; -- : rejet total

Source : ING⁵³

⁵² Carl Grekou, Emmanuel Hache, Frédéric Lantz, Olivier Massol, Valérie Mignon, Lionel Ragot, « Guerre en Ukraine : bouleversement et défis énergétiques en Europe », *Policy Brief CEPII* (2022).

⁵³ « US Election Scenarios And How They'll Impact Energy And Climate Policy », *ING Think* (10 septembre 2024). <https://think.ing.com/bundles/us-election-scenarios-and-how-theyll-impact-energy-and-climate-policy/>.

L'expertise stratégique en toute indépendance



2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France

+ 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

iris-france.org



L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'évènements.